

**Angus Reid Institute  
Abortion Survey  
Aug. 29-30, 2022**

**Some questions have been withheld for future release. Others have already been released.**

**La version française suivra.**

Our survey is about issues about life in Canada and the world today. It should take 8 to 10 minutes. As always, we're interested in your honest opinions – there are no right or wrong answers.

**Q2.**

**Base=All**

**Single choice grid**

Now, we'd like to ask you about your views and priorities when it comes to spending on social programs aimed at helping people in society. Here is a list of hypothetical programs below.

For each, please tell us whether you would be willing to pay a 1%-2% increase in your income tax to fund these programs. If you are retired, or not working, please just consider whether you would support it if you were working.

Would you pay 1%-2% more in income tax for:

Universal access to contraception

A top up grant for minimum wage workers in your province

Free lunches at elementary schools in your community

Increasing availability of mental health services

A universal basic income of \$40,000/ year

Programs to support children of low-income mothers

Would pay more for this

Would not pay more for this

**Q7.**

**Base=All**

**Single choice**

Currently in Canada, there is no law covering access to abortions. This has led some people to call for Parliament to introduce legislation to govern and regulate abortion in Canada. If you were the justice minister and tasked with dealing with this, what would you do?

[randomize]

Introduce legislation to GUARANTEE access to abortion

Introduce legislation to RESTRICT access to abortion

No legislation is necessary – maintain the status quo

**Q8.****Base=All****Single choice**

Okay, now, regardless of what you think about national legislation covering abortion, we have a few follow up questions.

As you may know, the delivery of health care in Canada is a provincial responsibility. Some provinces such as New Brunswick do not offer abortion services in all regions. As a result, some people say the federal government should withhold transfer payments to force these services to be made available everywhere. Other people say it should be up to the provinces to decide how any where access is available.

If the decision were up to you – what would you do?

Withhold transfer payments to provinces that don't offer access to abortion services in all regions  
Let the provinces decide where to offer abortion services – even if it means some regions are left out

**Q9.****Base=All****Single choice**

Some Canadian political parties, including the NDP under leader Jagmeet Singh, and the Liberal party under leader Justin Trudeau, exclude potential candidates from running under their party banners unless they are pro-choice. Which statement comes closer to your own point of view regarding this matter?

It's acceptable for political party leaders to exclude potential candidates from running for their parties based on whether or not they are pro-choice

It's NOT acceptable for political party leaders to decide if they only want pro-choice candidates to run for their parties

**Q10.****Base=All****Single choice**

In the 2021 election campaign, the Liberal Party of Canada's platform promised to revoke charitable tax status to pro-life organizations because the party claimed these groups were providing "dishonest counselling" to mislead women about their rights and about the options available to them during pregnancy.

Opponents of this Liberal campaign promise point out charities exist in Canada to, among other things, advance education, advance religion, or for other purposes that benefit the community. They say denying charitable tax status to pro-life organizations takes away the ability of these groups to express a broad range of views.

Which is closer to your own point of view:

The Trudeau government should revoke charitable tax status for pro-life organizations  
 The Trudeau government should NOT revoke charitable tax status for pro-life organizations  
 Not sure/Can't say

[Outro Text screen]

Thank you so much for taking the time to complete this survey. These insights are very valuable for Canadians to understand.

### Français

Le sondage d'aujourd'hui porte sur différents enjeux au sein de la société canadienne. Vous devriez pouvoir y répondre en 8 à 10 minutes. Comme toujours, nous aimerions simplement connaître votre honnête opinion – il n'y a pas de bonne ou de mauvaise réponse aux questions.

#### **Q2.**

**Base=All**

#### **Single choice grid**

Nous aimerions maintenant vous poser quelques questions sur vos priorités, lorsqu'il est question des dépenses consacrées aux programmes sociaux visant à aider différents membres de la société. Nous allons vous présenter une liste comprenant quelques programmes sociaux hypothétiques.

Pour chacun d'entre eux, veuillez indiquer si vous seriez prêt à payer davantage d'impôt, disons 1 % - 2 % de plus, afin de financer un tel programme. Si vous êtes à la retraite ou sans emploi, veuillez simplement répondre en fonction de ce que vous feriez si vous étiez sur le marché du travail.

Seriez-vous prêt à payer une augmentation d'impôt de 1 ou 2 % pour ce programme :

Un accès universel à la contraception

Une subvention d'appoint pour les travailleurs recevant le salaire minimum dans votre province

Des repas gratuits le midi dans les écoles primaires de votre communauté

Augmenter la disponibilité des services de santé mentale

Un revenu universel de base de 40 000 \$ par année

Des programmes pour soutenir les enfants de mères à faible revenu

Je serais prêt à payer davantage pour cela

Je ne voudrais pas payer davantage pour cela

#### **Q7.**

**Base=All**

#### **Single choice**

En ce moment, le Canada ne dispose pas de lois encadrant l'accès à l'avortement. Cela amène certaines personnes à demander au Parlement d'adopter des mesures législatives visant à régir et encadrer les interruptions de grossesse au Canada. Si vous étiez ministre de la Justice et que vous deviez vous occuper de ce dossier, que feriez-vous?

[randomize]

Je déposerais un projet de loi afin de GARANTIR l'accès à l'avortement

Je déposerais un projet de loi afin de LIMITER l'accès à l'avortement

Aucun projet de loi est nécessaire – je maintiendrais le statu quo

**Q8.**

**Base=All**

**Single choice**

D'accord. Maintenant, peu importe votre point de vue sur un potentiel projet de loi national sur l'accès à l'avortement, nous aimerions vous poser quelques questions de suivi.

Comme vous le savez peut-être, la prestation des soins de santé au Canada relève de la responsabilité provinciale. Dans certaines provinces, comme au Nouveau-Brunswick, les services en matière d'avortement ne sont pas disponibles dans toutes les régions. Par conséquent, certaines personnes disent que le gouvernement fédéral devrait retenir les paiements de transfert, afin d'obliger les provinces à rendre ces services accessibles en tout lieu. D'autres personnes disent que les provinces devraient avoir le droit de décider où et quand ces services sont disponibles.

Si vous étiez responsable de cette décision, que feriez-vous?

Retenir les paiements de transfert des provinces qui n'offrent pas l'accès aux services d'avortement dans toutes leurs régions

Laisser les provinces décider où et quand offrir des services d'avortement, même si cela signifie que certaines régions ne sont pas desservies

**Q9.**

**Base=All**

**Single choice**

Au Canada, certains partis politiques, dont le NPD sous Jagmeet Singh et le Parti libéral sous Justin Trudeau, ne permettent pas à des candidats potentiels de se présenter sous la bannière de leur parti s'ils ne sont pas pro-choix. Quel énoncé se rapproche le plus de votre point de vue sur la question?

Il est acceptable que des chefs de partis écartent des candidats potentiels, en se basant sur le fait qu'ils sont pro-choix ou non

Il n'est PAS acceptable que des chefs de partis politiques décident que seuls des candidats pro-choix peuvent se présenter pour leur parti

**Q10.**

**Base=All**

**Single choice**

Lors de la campagne électorale de 2021, la plateforme du Parti libéral du Canada promettait de révoquer le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations anti-avortement, car il estime qu'elles

« fournissent des services de consultation malhonnêtes aux femmes au sujet de leurs droits et des options qui sont à leur disposition » pendant leur grossesse.

Les opposants à cette promesse du Parti libéral soulignent qu'il existe au pays des organismes de bienfaisance prônant différentes choses, comme l'avancement de l'éducation, de la religion ou d'autres fins qui sont bénéfiques à la collectivité. Ils disent que de refuser le titre d'organisme de bienfaisance aux organisations pro-vie mine la capacité de ces groupes à exprimer un large éventail d'opinions.

Quel énoncé se rapproche le plus de votre point de vue :

Le gouvernement de Trudeau devrait révoquer le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations anti-avortement

Le gouvernement de Trudeau ne devrait PAS révoquer le statut d'organisme de bienfaisance aux organisations anti-avortement

Je ne suis pas certain / je ne peux pas dire

[Outro Text screen]

Merci infiniment d'avoir pris le temps de répondre à ce sondage. Nous accordons beaucoup de valeur à vos opinions et il est bénéfique pour tous les Canadiens de comprendre ces différents points de vue.